

- Membres théoriques :  
17  
- Membres en exercice :  
17  
- Membres présents :  
10  
- Pouvoir :  
-  
- Votants :  
10

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES PREVISIBLES SUR 2015**

Le 19 décembre 2014, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 05 décembre 2014, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur Dominique RANDON.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 10 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur Dominique RANDON, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

MM. Serge BOULANGER, Pascal MARCHAL, Bertrand LEFRANCOIS, Bastien CORITON, Daniel MARECHAL, Guillaume COUTEY.

Mme Agnès FIRMIN LE BODO.

**Suppléants**

M. Didier REGNIER.

Mme Maria-Dolorès GAUTIER – HURTADO.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Luc TACONNET, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

-

**IV. Pouvoir :**

-

**Étaient absents excusés :**

MM. Nicolas ROULY - représenté, Jean-Louis JEGADEN, Émile CANU, Sébastien JUMEL, Yvon PESQUET, Jean-François MAYER, Mamadou DIALLO, Jean-Pierre THEVENOT, Gérard JOUAN - représenté, le Capitaine Samuel PERDRIX - représenté, le Capitaine André HENRY, l'Adjudant-chef Hervé PASQUIER.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Le présent rapport traite de l'évolution des ressources et des charges prévisibles du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) pour l'exercice 2015. Ce rapport, prévu au Code général des collectivités territoriales (article L.1424-35), doit être transmis au Conseil général en vue qu'il vote sa contribution au Sdis.

## BUDGET PRINCIPAL

L'objectif d'un maintien d'une capacité opérationnelle adaptée aux risques du territoire départemental guide les perspectives 2015, avec le souci de poursuivre la maîtrise des charges de fonctionnement.

### **I - Section de fonctionnement**

#### A – Charges prévisionnelles

Le volume des inscriptions prévisionnelles s'élève à 92,758 M€, dont 85,802 M€ au titre des dépenses réelles de fonctionnement. Ces dernières s'inscrivent en diminution de 2,3% par rapport à celles inscrites au BP 2014.

Chiffres en millions d'euros	BP 2014	Perspectives 2015	Evolution 2015 / BP 2014 (%)
Charges à caractère général	13,847	13,320	-3,81
Charges de personnel	71,222	70,244	-1,37
Autres charges de gestion courante	0,702	0,700	-0,27
<i>Total gestion des services</i>	<i>85,771</i>	<i>84,264</i>	<i>-1,69</i>
Charges financières	0,033	0,023	-30
Charges exceptionnelles	0,021	0,025	19
Dépenses imprévues	2,00	1,490	-25,48
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>87,825</b>	<b>85,802</b>	<b>-2,3%</b>

Ces dépenses réelles de fonctionnement sont composées à 81,87 % des charges de personnel qui se chiffrent à 70,244 M€, contre 71,221 M€ au BP 2014.

Cette enveloppe est dimensionnée pour un maintien des effectifs du service, avec :

- la pleine intégration des réformes statutaires passées et à venir,
- l'anticipation du déroulement de carrière des agents (avancement d'échelon, de grade...) sur l'exercice,
- la prise en compte sur une année pleine, du développement de la mixité pro et SPV au sein de centres d'incendie et de secours,
- le versement aux agents concernés, d'un rattrapage au titre de la contribution sociale généralisée (CSG) exceptionnelle.

Les charges à caractère général représentent 15,52% des dépenses réelles de fonctionnement estimées pour 2015. D'un montant de 13,320 M€, ces charges sont en retrait de plus de 0,5 M€ par rapport au BP 2014 avec la poursuite des efforts de rationalisation déjà entrepris.

La dotation aux amortissements budgétée sur l'exercice prochain s'élève à 5,955 M€, diminution par rapport à 2014 (-0,201 M€). Ce tassement est la conséquence mécanique de la fin de l'amortissement de plusieurs biens acquis en 2004 ; biens sur lesquels a été initié, par l'instruction M61, le système d'amortissement obligatoire.

#### B- Ressources prévisionnelles

Les recettes de fonctionnement sont pour une large part constituées des contributions des communes et EPCI (39,1%) et de **la participation du Département (51%)**. Elles s'élèvent respectivement à 35,757 M€ et **46,663 M€, sans augmentation pour la troisième année consécutive.**

L'équilibre de la section de fonctionnement sera en partie assuré par l'excédent dégagé au terme de l'exercice 2014. Ce dernier est estimé à fin novembre, à 7,841 M€, contre un résultat global de la section de fonctionnement 2013 de 12,445 M€.

La conduite, sur la dernière période, d'une politique d'investissement volontariste, en privilégiant l'autofinancement explique cette tendance.

Sur l'enveloppe de 7,841 M€ précitée, 6,644 M€ financeront la section de fonctionnement, tandis que le résiduel (1,197 M€) alimentera les recettes d'investissement, pour limiter le recours à l'emprunt.

## II - Section d'investissement

#### A – Charges prévisionnelles

Le niveau des dépenses projeté en 2015 est de 17,411 M€, contre 19,381M€ au BP 2014. Le différentiel de 2 M€ résulte d'une diminution quasi-équivalente des restes à réaliser (RAR) à reporter sur l'exercice (3,560 M€ de RAR 2014 à reporter au BP 2015 contre 5,581 M€ reportés au BP 2014).

Le niveau d'investissement projeté sur 2015 reste en effet constant, avec l'objectif de maintenir la capacité opérationnelle des moyens matériels du service. Il en va ainsi par exemple des matériels roulants avec un programme pluriannuel d'acquisition bâti sur 4 années, matérialisé dans les perspectives 2015 par une autorisation de programme nouvelle de 11,830 M€ et un premier crédit de paiement de 2,967 M€.

La politique immobilière à l'œuvre sera en outre poursuivie, avec parmi les opérations significatives sur 2015, le centre d'incendie et de secours du Havre Sud ou la construction de l'état-major du groupement Ouest. S'agissant de l'état-major du groupement Est, l'installation de l'activité équipement dans ses nouveaux locaux sera amorcée.

#### B- Ressources prévisionnelles

Outre la dotation aux amortissements (5,955 M€) évoquée plus haut, les recettes attendues du fond de compensation de la TVA sont évaluées à 1,070 M€ pour 2015.

La mobilisation du résultat prévisionnel 2014 alimente la section en recettes à hauteur de 5,734 M€, avec :

- un solde d'exécution de la section d'investissement 2014 estimé à 4,537 M€ ;
- un « prélèvement » sur le résultat en fonctionnement 2014 pour 1,197 M€.

La mobilisation de crédits de fonctionnement au financement de l'investissement est en outre envisagée à hauteur d'1 M€ (chapitre 021 : virement de la section de fonctionnement).

Compte tenu de ce qui précède, le recours à l'emprunt est projeté à hauteur de 3 M€.

\*  
\* \*

## BUDGET ANNEXE


Les prévisions établies portent le budget de la restauration à 0,431 M€ en fonctionnement, contre 0,428 M€ au BP 2014, soit une progression 0,6% sur la période.

L'inscription en investissement, dans l'optique d'un remplacement éventuel de matériel, s'élève à près de 0,023 M€, intégralement financée par la dotation aux amortissements et l'excédent d'investissement 2014 prévisionnel.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**Dominique RANDON**